

Solidarité avec le peuple kanak. Report du référendum du 12 décembre !

26 novembre 2021

Solidarité avec le peuple kanak Report du référendum du 12 décembre !

Le gouvernement français affirme maintenir au 12 décembre 2021 la consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela en dépit des appels de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives représentant le peuple kanak, à reporter cette consultation à l'automne 2022, ainsi que de leur annonce d'une non-participation au cas où ce troisième référendum serait maintenu en décembre 2021 ; en dépit également des appels d'organisations de la région océanienne et française témoignant de leur soutien au report.

L'épidémie du Covid frappe durement ce territoire depuis le 6 septembre, les actuels indicateurs restent fragiles et toute réelle campagne politique est rendue impossible. Ce ne sont pas des calculs liés au calendrier électoral hexagonal qui peuvent prendre le dessus sur la prise en compte de la situation du pays.

La volonté d'imposer le vote le 12 décembre représente un geste irrespectueux à l'égard du peuple kanak et des autres populations océaniques, alors même que la majorité des décès liés au Covid les concerne. Dans un contexte particulièrement difficile qui empêche le travail du deuil et les coutumes qui l'accompagnent, essentielles en monde océanien, il serait incongru de prétendre organiser des meetings ou toute autre opération de campagne. Celle-ci ne peut être envisagée et la seule option raisonnable impose de repousser l'échéance pour donner du temps au temps et offrir des conditions plus sereines et apaisées.

À l'inverse, céder à la précipitation et à la brutalité pour imposer un calendrier voulu par les seuls partisans de la Nouvelle-Calédonie dans la France serait une grave erreur. Car l'avenir du pays exige une campagne exemplaire d'équité et un résultat incontesté. En 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe, avait proposé une consultation à l'automne 2022.

Passer outre l'exigence d'un report de la consultation, c'est disqualifier celle-ci, cela aux échelles locale, nationale et internationale. C'est prendre la responsabilité d'une rupture avec les efforts des 30 dernières années pour assurer un processus inédit de décolonisation. Et, à l'inverse de l'apaisement souhaitable, c'est prendre le risque d'alimenter ressentiment et colère, et faire obstacle à la recherche d'une solution politique satisfaisante.

Comment imaginer une consultation référendaire privée de la participation du peuple premier ? Comment accepter l'idée que pourrait être imposé un projet d'avenir pour la Kanaky Nouvelle-Calédonie sans les Kanak ?

Il n'est pas trop tard pour éviter de s'engager dans une impasse et pour réengager le dialogue entre les diverses forces sociales et politiques concernées.

Le gouvernement français affirme maintenir au 12 décembre 2021 la consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela en dépit des appels de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives représentant le peuple kanak, à reporter cette consultation à l'automne 2022, ainsi que de leur annonce d'une non-participation au cas où ce troisième référendum serait maintenu en décembre 2021 ; en dépit également des appels d'organisations de la région océanienne et française témoignant de leur soutien au report.

L'épidémie du Covid frappe durement ce territoire depuis le 6 septembre, les actuels indicateurs restent fragiles et toute réelle campagne politique est rendue impossible. Ce ne sont pas des calculs liés au calendrier électoral hexagonal qui peuvent prendre le dessus sur la prise en compte de la situation du pays.

La volonté d'imposer le vote le 12 décembre représente un geste irrespectueux à l'égard du peuple kanak et des autres populations océaniques, alors même que la majorité des décès liés au Covid les concerne. Dans un contexte particulièrement difficile qui empêche le travail du deuil et les coutumes qui l'accompagnent, essentielles en monde océanien, il serait incongru de prétendre organiser des meetings

ou toute autre opération de campagne. Celle-ci ne peut être envisagée et la seule option raisonnable impose de repousser l'échéance pour donner du temps au temps et offrir des conditions plus sereines et apaisées.

À l'inverse, céder à la précipitation et à la brutalité pour imposer un calendrier voulu par les seuls partisans de la Nouvelle-Calédonie dans la France serait une grave erreur. Car l'avenir du pays exige une campagne exemplaire d'équité et un résultat incontesté. En 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe, avait proposé une consultation à l'automne 2022.

Passer outre l'exigence d'un report de la consultation, c'est disqualifier celle-ci, cela aux échelles locale, nationale et internationale. C'est prendre la responsabilité d'une rupture avec les efforts des 30 dernières années pour assurer un processus inédit de décolonisation. Et, à l'inverse de l'apaisement souhaitable, c'est prendre le risque d'alimenter ressentiment et colère, et faire obstacle à la recherche d'une solution politique satisfaisante.

Comment imaginer une consultation référendaire privée de la participation du peuple premier ?

Comment accepter l'idée que pourrait être imposé un projet d'avenir pour la Kanaky Nouvelle-Calédonie sans les Kanak ?

Il n'est pas trop tard pour éviter de s'engager dans une impasse et pour réengager le dialogue entre les diverses forces sociales et politiques concernées.

Pour signer : solidarite-kanaky@lists.riseup.net

Appel à l'initiative

du Mouvement des jeunes Kanak en France (MJKF),

de l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK)

et du Collectif Solidarité Kanaky : MJKF, USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités en France), Union syndicale Solidaires, CNT (Confédération Nationale du Travail), STC (Sindacatu di i Travagliadori Corsi), Association Survie, Ensemble !, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PIR (Parti des Indigènes de la République), PCOF (Parti Communiste des Ouvriers de France), Union Communiste Libertaire, PEPS (Pour une Ecologie Populaire et Sociale), Ni guerre ni État de guerre, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires), UP (Union Pacifiste).

et des signataires :

- 1. Gilbert Achcar, sociologue, professeur, SOAS Université de Londres (Angleterre).
- 2. Cristina Agosti-Gherban, musicienne.
- 3. François Alfonsi, eurodéputé (Corse).
- 4. Marcelo Amendola, secrétaire national de la Confederazione unitaria di base (Italie).
- 5. Kevin B Anderson, University of California, Santa Barbara (Etats-Unis)
- 6. Nils Anderson, militant anticolonial, ancien éditeur.
- 7. Enaut Aramendi, secrétaire syndicat Langile Abertzaleen Batzordeak (Pays basque).
- 8. Souleymane Bachir Diagne, Director of the Institute of African Studies. Columbia University (Etats-Unis).
- 9. Bertrand Badie, professeur honoraire des universités, Science po Paris.
- 10. Bernard Baissat, journaliste, cinéaste, coanimateur de l'Union pacifiste.
- 11. Etienne Balibar, philosophe, professeur honoraire des universités.
- 12. Ludivine Bantigny, historienne.
- 13. Jean Batou, professeur à l'Université de Lausanne, député au Parlement du canton de Genève (Suisse).
- 14. Christian Belhôte, magistrat honoraire.
- 15. Hocine Belalloufi, journaliste à la retraite, essayiste.
- 16. Amal Bentounsi, fondatrice du collectif des familles des victimes tuées par la police.
- 17. Olivier Besancenot, ancien candidat à l'élection présidentielle.
- 18. Alain Bihl, professeur honoraire de sociologie, Université de Bourgogne-Franche-Comté.

- 19. Pascale Bonnemère, anthropologue, directrice de recherche au CNRS.
- 20. Saïd Bouamama, sociologue et militant du Front uni des immigrations et des quartiers populaires.
- 21. Gilles Bounoure, critique d'art.
- 22. José Bové, syndicaliste et ex-eurodéputé.
- 23. Isabelle Bril, directrice de recherches (LACITO-CNRS), directrice d'Etudes à l'EPHE.
- 24. Jean-Yves Brulebois, trésorier de l'association Palestine 13, groupe local de l'AFPS.
- 25. Claude Calame, anthropologue et historien.
- 26. Maëlle Calandra, post-doctorante en anthropologie.
- 27. Nathalie Castan, cadre associatif.
- 28. Alain Castan, La courte échelle, Editions transit.
- 29. Patrick Chamoiseau, écrivain.
- 30. Sophie Chave-Dartoen, anthropologue, Université de Bordeaux.
- 31. Mathias Chauchat, professeur agrégé de droit public, Université de Nouvelle-Calédonie.
- 32. Étienne Chomarat, formateur, association La Mèche.
- 33. Nara Cladera, cosecrétaire fédérale SUD Education.
- 34. Herbert Claros, secrétaire aux relations internationales de la Central sindical e popular Conlutas (Brésil).
- 35. Hélène Claudot-Hawad, anthropologue, CNRS.
- 36. Raphael Constant, ancien Bâtonnier de Martinique.
- 37. Raphaëlle Constant, écrivain martiniquais.
- 38. Philippe Corcuff, maître de conférences science politique.
- 39. Annick Coupé, secrétaire générale d'ATTAC-France.
- 40. Pierre Cours-Salies, professeur des Universités honoraire.
- 41. Didier Daeninckx, écrivain.
- 42. Philippe Daguerre, journaliste web.
- 43. Pierre Dardot, philosophe, chercheur au laboratoire Sophiapol de l'Université de Paris Nanterre.
- 44. Cybèle David, membre du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires.
- 45. Roland Davidas, enseignant martiniquais et auteur en langue créole.
- 46. Laurence de Cock, historienne.
- 47. Catherine Destom-Bottin, Association des communistes unitaires.
- 48. Daho Djerbal, Professeur d'histoire à la retraite, Université d'Alger 2 (Algérie).
- 49. Bernard Dreano, président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM.
- 50. Jean-Numa Ducange, historien.
- 51. Sylvain Duez-Alesandrini, Corsica Internazionalista (Corse).
- 52. Argitxu Dufau, secrétaire syndicat Langile Abertzaleen Batzordeak (Pays basque).
- 53. Simon Duteil, co-délégué général de l'Union syndicale Solidaires.
- 54. Bernard Duterne, directeur du Centre tricontinental CETRI (Belgique).
- 55. Virginie Duval, militante syndicale ASSO-Solidaires.
- 56. Iker Elizalde, conseiller départemental, Euskal Herria Bai (Pays basque).
- 57. Didier Epszajn, animateur du blog Entre les lignes entre les mots.
- 58. Mireille Fanon Mendes-France, présidente de la Fondation Frantz Fanon internationale.
- 59. Patrick Farbiaz, militant anticolonialiste et écologiste.
- 60. Annie Fiore, écrivaine.
- 61. Céline Freyss, enseignante retraitée.
- 62. Annie Gafforelli, conseillère municipale Paris 20e.
- 63. Jacques Gaillot, évêque.

- 64. Jean-Jacques Gandini, ancien président du Syndicat des avocats de France.
- 65. Patrice Garesio, co-président de l'association Survie.
- 66. Franck Gaudichaud, historien, Université Toulouse 2 Jean Jaurès.
- 67. Bernard Genet, porte-parole du comité Comprendre et agir contre la guerre, Marseille.
- 68. Marc Giovaninetti, historien.
- 69. Benoit Godin, journaliste et documentaliste.
- 70. Claude Grin, anthropologue, EPHE.
- 71. Nacira Guénif, professeure des Universités, Paris 8, fille de résistants algériens à la colonisation française.
- 72. Daniel Guerrier, éditeur, éd. Spartacus.
- 73. Murielle Guilbert, co-déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires.
- 74. Kirk Huffman, anthropologue.
- 75. Alain Iriart, maire de Saint-Pierre d'Irube (Pays basque)
- 76. Eva Joly, ex-députée européenne.
- 77. Pierre-Leonce Jordan, anthropologue, EHESS.
- 78. Solé Jordi, eurodéputé, Esquerra Republicana de Catalunya (Catalogne).
- 79. Samy Johsua, professeur émérite université Aix Marseille.
- 80. Aurélie Journée-Duez, anthropologue EHESS/Laboratoire d'anthropologie sociale, présidente du Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan).
- 81. Vincent Kermel, journaliste en retraite et ancien membre de l' AISDPK.
- 82. L'Equipe de rédaction du Guide du Bordeaux colonial et de la métropole bordelaise.
- 83. Mehdi Lallaoui, réalisateur.
- 84. Léopold Lambert, éditeur, The Funambulist.
- 85. Iabe Lapacas, secrétaire du Mouvement des jeunes Kanak en France.
- 86. François Laroussinie, professeur d'informatique à l'Université de Paris.
- 87. Christian Laval, sociologue.
- 88. Olivier Le Cour Grandmaison, universitaire.
- 89. J.M.G. Le Clezio, écrivain.
- 90. Kevin Le Tétour, cosecraire fédéral SUD Education.
- 91. Sébastien Lebègue, photographe et auteur du livre Coutume kanak.
- 92. Isabelle Leblic, anthropologue, directrice de recherche au CNRS, éditrice en chef du Journal de la Société des Océanistes.
- 93. Pierre Lemonnier, anthropologue, directeur de recherche émérite, CNRS.
- 94. Lamont Lindstrom, Chair, Department of Anthropology Henry Kendall College of Arts and Sciences University of Tulsa (Etats-Unis).
- 95. Anita Lopepe, porte-parole d'Euskal Herria Bai (Pays basque).
- 96. Thierry Louchon, retraité, responsable du collectif Solidarité Palestine Ouest étang de Berre.
- 97. Michael Löwy, sociologue.
- 98. Christian Mahieux, coanimateur du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- 99. Jan Malewski, revue Inprecor.
- 100. Noël Mamère, ancien député et maire de Bègles.
- 101. Gilles Manceron, historien.
- 102. Olivier Marboeuf, auteur, producteur de cinéma.
- 103. Philippe Marlière, politiste, University College Londres (Angleterre).
- 104. Roger Martelli, historien.
- 105. Jean-Pierre Martin, psychiatre.
- 106. Serge Martin, professeur émérite, Université Sorbonne nouvelle.

- 107. Gustave Massiah, membre du Conseil international du Forum social mondial, membre du Conseil scientifique d'ATTAC-France.
- 108. Nicolas Matos Ichaso, auteur-réalisateur et militant associatif.
- 109. Mehdi Meftah, militant décolonial.
- 110. Éliane Meillier, médecin, militante anticolonialiste.
- 111. Jean-Luc Mercier, professeur d'anglais retraité.
- 112. Isabelle Merle, historienne.
- 113. Jean-Paul Mignon, Conseiller d'éducation populaire, retraité.
- 114. Muriel Modr, artiste.
- 115. Hamid Mokaddem, philosophe, anthropologue, Nouméa.
- 116. Denis Monnerie, anthropologue, DynamE, Unistra/CNRS.
- 117. Samia Moucharik, militante décoloniale.
- 118. Mymytchell, autrice-compositrice-interprète.
- 119. Dominique Natanson, auteur du Guide du Soissons colonial.
- 120. Elisenda Paluzie, présidente de l'Assemblea Nacional Catalana (Catalogne).
- 121. Raphaëlle Primet, conseillère de Paris.
- 122. Jaime Pastor Verdù, éditeur, Viento Sur (Etat espagnol).
- 123. Simone Pauwels, anthropologue, CREDO-Marseille.
- 124. Christian Pierrel, directeur de publication de La Forge.
- 125. Guillaume Pigéard de Gurbert, philosophe.
- 126. Philippe Pignarre, éditeur.
- 127. Christine Poupin, militante écosocialiste et internationaliste.
- 128. Fabrice Riceputi, historien.
- 129. Carlos Riera, député au Parlement catalan, Candidatura d'Unitat Popular (Catalogne).
- 130. Mathieu Rigouste, chercheur en sciences sociales.
- 131. Michèle Riot-Sarcey, historienne.
- 132. Laurent Ripart, historien, Université Savoie Mont Blanc.
- 133. Pierre Rousset, Europe Solidaires Sans Frontières.
- 134. Christine Salomon, anthropologue.
- 135. Catherine Samary, économiste.
- 136. Elias Sanbar, écrivain, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'UNESCO.
- 137. Benoit Schneckenburger, secrétaire général adjoint de la Fédération nationale de la Libre Pensée.
- 138. Denis Sieffert, journaliste.
- 139. Patrick Silberstein, éditeur, coauteur du Guide du Paris colonial et des banlieues.
- 140. Juliette Simon, retraitée, secrétaire de Palestine 13, groupe local de l'AFPS.
- 141. Francis Sitel, co-directeur revue ContreTemps.
- 142. Alessandro Stella, historien, universitaire, directeur de recherches au CNRS et à l'EHESS.
- 143. Marc Tabani, anthropologue, directeur du Centre de Recherche et de Documentation sur l'Océanie.
- 144. Serge Tcherkezoff, anthropologue.
- 145. Laurence Theault, journaliste
- 146. Odile Tobner, essayiste, militante antiraciste.
- 147. Aminata Dramane Traoré, Forum pour un autre Mali.
- 148. Josette Trat, sociologue.
- 149. Benoit Trépied, anthropologue.
- 150. Anne Tristan, journaliste.

- 151. Charles-André Udry, éditeur, animateur du site A l'encontre, Lausanne (Suisse).
- 152. Miguel Urbà Crespo, député européen Anticapitalistas (Catalogne).
- 153. Eleni Varikas, politiste.
- 154. Patrick Vassallo, membre du comité de rédaction de Cerises la coopérative.
- 155. Françoise Verges, politologue, militante féministe décoloniale.
- 156. Eric Wittersheim, anthropologue.
- 157. Abdellatif Zeroual, sociologue et militant (Maroc).
- 158. Mouhieddine Cherbib, animateur du Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie.

• Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >

• Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Solidarite-avec-le-peuple-kanak-Report-du-referendum-du-12-decembre>